

## Chevalier

MM. :  
 Bieseman, Eduard, Saint-Nicolas.  
 Brabander, Francis, Schepdaal (Dilbeek).  
 Brysse, Ronny, Ostende.  
 Cotteleer, Alfred, Kapellen.  
 De Goignies, Gerrit, Tirlemont.  
 De Waele, Etienne, Audenarde.  
 Ebraert, Ludwig, Hoboken (Anvers).  
 Henneuse, Willy, Gand.  
 Heynderickx, Jean-Luc, Uccle.  
 Jacobs, Josephus, Mortsel.  
 Jorge, Georges, Zaventem.  
 Mayne, Serge, Lillois (Braine-l'Alleud).  
 Peeters, André, Theux.  
 Rabaey, Dirk, Zoersel.  
 Roscam, Rombaut, Hever (Boortmeerbeek).  
 Storms, Joseph, Werchter (Rotselaar).  
 Tack, Thomas, Hove.  
 Untärman, Ronald, Zoersel.  
 Van Waesberghe, Raphaël, Gentbrugge (Gand).

## Ridder

De heren :  
 Bieseman, Eduard, Sint-Niklaas.  
 Brabander, Francis, Schepdaal (Dilbeek).  
 Brysse, Ronny, Oostende.  
 Cotteleer, Alfred, Kapellen.  
 De Goignies, Gerrit, Tienen.  
 De Waele, Etienne, Oudenaarde.  
 Ebraert, Ludwig, Hoboken (Antwerpen).  
 Henneuse, Willy, Gent.  
 Heynderickx, Jean-Luc, Ukkel.  
 Jacobs, Josephus, Mortsel.  
 Jorge, Georges, Zaventem.  
 Mayne, Serge, Lillois (Eigenbrakel).  
 Peeters, André, Theux.  
 Rabaey, Dirk, Zoersel.  
 Roscam, Rombaut, Hever (Boortmeerbeek).  
 Storms, Joseph, Werchter (Rotselaar).  
 Tack, Thomas, Hove.  
 Untärman, Ronald, Zoersel.  
 Van Waesberghe, Raphaël, Gentbrugge (Gent).

## MINISTERE DE LA JUSTICE

[C – 2001/09116]

**1<sup>er</sup> FEVRIER 2001. — Arrêté ministériel portant ratification des programmes et directives pour la formation permanente des magistrats en 2001**

Vu le Code Judiciaire, notamment l'article 259bis-9 § 3, inséré par la loi du 22 décembre 1998;

Vu les lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973, notamment l'article 3, § 1<sup>er</sup>, remplacé par la loi du 4 juillet 1989 et modifié par la loi du 4 août 1996;

Vu l'urgence;

Considérant que les directives et programmes pour la formation continue des magistrats relatifs à l'année 2001, préparés par la commission de nomination et de désignation réunie conformément à l'article 259bis-9, §2, alinéa 1<sup>er</sup>, du Code judiciaire, ont été approuvés par l'assemblée générale du Conseil supérieur de la Justice le 28 juin 2000;

Considérant que ces programmes et directives approuvés ont été transmis le 20 juillet 2000 au Ministre de la Justice en vue de leur ratification;

Considérant que ces programmes et directives ont encore été actualisés après approbation par l'assemblée générale du Conseil supérieur de la Justice et que la version définitive à ratifier a été transmise au Ministre de la Justice le 12 décembre 2000;

Considérant que les programmes et les directives doivent être ratifiés et publiés d'urgence afin que puissent commencer les réunions des coordinateurs avec les sous-groupes qui doivent mettre au point ces programmes à partir de janvier 2001,

Arrête :

**Article 1<sup>er</sup>.** Les programmes et directives pour la formation continue des magistrats relatifs à l'année 2001 visés à l'article 259bis-9, § 2, du Code judiciaire, préparés par la commission de nomination et de désignation réunie et approuvés le 28 juin 2000 par l'assemblée générale du Conseil supérieur de la Justice, qui sont annexés au présent arrêté, sont ratifiés.

**Art. 2.** Le présent arrêté entre en vigueur le jour de sa publication au *Moniteur belge*.

Bruxelles, le 1<sup>er</sup> février 2001.

Le Ministre de la Justice,  
 M. VERWILGHEN

## MINISTERIE VAN JUSTITIE

[C – 2001/09116]

**1 FEBRUARI 2001. — Ministerieel besluit houdende de bekrachting van de programma's en richtlijnen voor de permanente vorming van magistraten voor 2001**

Gelet op het Gerechtelijk Wetboek, inzonderheid op art. 259bis-9 § 3, ingevoegd bij wet van 22 december 1998;

Gelet op de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973, inzonderheid op artikel 3 § 1, vervangen bij de wet van 4 juli 1989 en gewijzigd bij de wet van 4 augustus 1996;

Gelet op de dringende noodzakelijkheid;

Overwegende dat de in toepassing van artikel 259bis-9, § 2, eerste lid, van het Gerechtelijk Wetboek door de verenigde benoemings- en aanwijzingscommissie voorbereide richtlijnen en programma's voor de permanente vorming van magistraten met betrekking tot het jaar 2001 op 28 juni 2000 door de algemene vergadering van de Hoge Raad voor de Justitie werden goedgekeurd;

Overwegende dat deze goedgekeurde richtlijnen en programma's op 20 juli 2000 aan de Minister van Justitie werden overgemaakt met het oog op de bekrachting ervan;

Overwegende dat deze programma's en richtlijnen na de goedkeuring door de algemene vergadering van de Hoge Raad voor de Justitie nog geactualiseerd werden en de uiteindelijk te bekrachtigen versie op 12 december 2000 werd overgemaakt aan de Minister van Justitie;

Overwegende dat de programma's en de richtlijnen ten dringend dienen te worden bekrachtigd en bekendgemaakt met het oog op de aanvang van de vergaderingen van de coördinatoren met de subwerkgroepen die deze programma's vanaf januari 2001 moeten uitwerken,

Besluit :

**Artikel 1.** De programma's en richtlijnen voor de permanente vorming voor magistraten met betrekking tot het jaar 2001 bedoeld in artikel 259bis-9, § 2, van het Gerechtelijk Wetboek voor het jaar 2001, zoals voorbereid door de verenigde benoemings en aanwijzingscommissie en goedgekeurd op 28 juni 2000 door de algemene vergadering van de Hoge Raad voor de Justitie, gevoegd als bijlage bij dit besluit, worden bekrachtigd.

**Art. 2.** Dit besluit treedt in werking de dag waarop het in het *Belgisch Staatsblad* wordt bekendgemaakt.

Brussel, 1 februari 2001.

De Minister van Justitie,  
 M. VERWILGHEN

## Directives et programmes pour la formation continue des magistrats relatifs à l'année 2001

Préparés par la Commission de Nomination et de Désignation réunie lors de sa réunion du 27 juin 2000.

Approuvés par le Conseil supérieur de la Justice lors de son assemblée générale du 28 juin 2000.

### PREAMBULE – DIRECTIVES

Conformément à l'article 259bis-9 du Code judiciaire, les directives et les programmes pour la formation continue des magistrats sont approuvés par l'assemblée générale du Conseil supérieur de la Justice et ratifiés par le Ministre de la Justice.

Dans le préambule de ce premier programme approuvé par le Conseil supérieur, sont formulées un certain nombre de directives à observer par rapport à l'organisation des formations des magistrats et des stagiaires judiciaires.

Tout comme les années précédentes, l'élaboration du programme de formation a été précédée d'une large consultation du milieu judiciaire. Il va de soi que les formations proposées répondent à de réels besoins.

### LIGNES DIRECTRICES

La formation est un droit et un devoir pour les magistrats

Une magistrature de qualité, compétente et performante, implique une formation de qualité.

#### La formation est un droit.

L'obstacle le plus souvent dénoncé à la participation effective des magistrats aux programmes de formation tient à une disponibilité insuffisante eu égard à leur charge de travail.

Si la décentralisation de certaines formations constitue une réponse partielle à ce problème, il reste qu'un véritable droit à la formation doit être reconnu à chacun, sans que cela doive perturber l'organisation du service, ce qui implique :

— qu'un temps minimum puisse être dégagé en vue de la formation et que soit consacré, le cas échéant par la loi, le droit de tout magistrat à un crédit formation de cinq jours ouvrables par semestre. A cet égard, il y a lieu de signaler que certains chefs de corps ont déjà pris des initiatives de nature à libérer les magistrats de leur juridiction afin de leur permettre de participer à des formations qui les concernent directement. Il faudrait encourager ces exemples.

— que le remplacement du magistrat puisse être assuré pendant le temps de sa formation, sans augmenter la charge de travail de ses collègues, ce qui pose problème notamment dans les « petites » juridictions. Pour remplir cet objectif, le cadre de chaque juridiction doit être suffisamment adapté, voire élargi, ce qui est préférable à un recours systématique aux magistrats suppléants.

Le chef de corps assure une position centrale dans la gestion des formations suivies par les magistrats de sa juridiction.

#### La formation est un devoir

La prolifération de législations nouvelles et souvent complexes, la multiplication des sources d'information juridique, la spécialisation accrue des avocats, l'internationalisation du droit et l'émergence de nouvelles techniques rendent nécessaires une mise à jour permanente des connaissances et des pratiques des magistrats en vue d'améliorer la qualité du service public de la justice, notamment par une sécurité juridique accrue.

Le souci de mise à jour de ses connaissances et la volonté de perfectionnement dans les matières pratiquées seront pris en compte lors de l'évaluation des magistrats, tout en ayant égard aux possibilités effectives qui leur seront offertes par rapport à leurs conditions concrètes de travail.

#### **La formation professionnelle des magistrats n'est pas un enseignement académique**

Une remarquable majorité de magistrats réclame une formation professionnelle orientée vers la pratique.

A côté des colloques, séminaires et journées d'étude traditionnelle organisés par les universités, il importe de pouvoir rencontrer le besoin spécifique de formation des magistrats par le recours à des formateurs choisis parmi des praticiens et selon des formules pédagogiques orientées vers la réflexion critique et la mise en œuvre concrète (ateliers, échanges d'expériences professionnelles, etc.).

## Richtlijnen en programma's voor de permanente vorming van magistraten met betrekking tot het jaar 2001.

Vorbereid door de Verenigde Benoemings- en Aanwijzingscommissie in haar vergadering van 27 juni 2000.

Goedgekeurd door de Hoge Raad voor de Justitie in zijn algemene vergadering van 28 juni 2000.

### VOORWOORD – RICHTLIJNEN

Overeenkomstig art. 259bis-9 van het Gerechtelijk Wetboek worden de richtlijnen en programma's voor de permanente vorming van de magistraten goedgekeurd door de algemene vergadering van de Hoge Raad voor de Justitie en ter bekrachtiging voorgelegd aan de Minister van Justitie.

In dit voorwoord van het eerste programma goedgekeurd door de Hoge Raad worden een aantal richtlijnen geformuleerd die bij de organisatie van de opleidingen voor magistraten en gerechtelijke stagiairs in acht genomen moeten worden.

Zoals de voorgaande jaren, werd de uitwerking van dit opleidingsprogramma voorafgegaan door een uitgebreide peiling naar de behoeften in gerechtelijke kringen. Het spreekt immers vanzelf dat de voorgestelde opleidingsprojecten moeten beantwoorden aan reële noden.

### KRACHTLIJNEN

Opleiding is zowel een recht als een plicht voor de magistraten

Een degelijke magistratuur, die bekwaam is en uitstekende prestaties levert, vereist een degelijke opleiding.

#### Opleiding is een recht.

Het meest gehoorde obstakel voor de effectieve deelname van magistraten aan opleidingsprogramma's is de ontoereikende beschikbaarheid ingevolge hun werklast.

Zelfs indien decentralisatie van bepaalde opleidingen gedeeltelijk tegemoet kan komen aan dit probleem, blijft het noodzakelijk om voor iedereen een werkelijk recht op opleiding te erkennen, zonder dat hierbij evenwel de dienstregeling in het gedrang gebracht mag worden. Dit houdt in :

— dat een minimum aan tijd vrijgemaakt kan worden met het oog op opleiding en dat het recht van elke magistraat op een opleidingskrediet van vijf werkdagen per semester bekrachtigd wordt. In voorkomend geval moet de wet in deze zin aangepast worden. In dit verband mag aangestipt worden dat verschillende korpschefs reeds initiatieven hebben genomen om de magistraten van hun rechtsmacht vrij te stellen ten einde te kunnen deelnemen aan opleidingen die hen rechtstreeks aanbelangen. Deze voorbeelden moeten aangemoedigd worden.

— dat de vervanging van de magistraat tijdens de duur van de opleiding verzekerd kan worden, zonder de werklast van zijn collega's te verhogen, hetgeen onder meer in de « kleine » rechtsmachten problemen stelt. Hiertoe moet het kader van elke rechtsmacht voldoende aangepast of uitgebreid worden, hetgeen de voorkeur verdient boven een voortdurend inschakelen van plaatsvervangende magistraten.

De korpschef bekleedt een centrale plaats bij het beheer van de opleidingen die de magistraten van zijn rechtsmacht volgen.

#### Opleiding is een plicht

De toename van nieuwe, vaak ingewikkelde wetten, de vermenigvuldiging van juridische informatiebronnen, de grotere specialisatie van advocaten, de internationalisering van het recht en het ontstaan van nieuwe technologieën vereisen het voortdurend op peil houden van de kennis en vaardigheden van de magistraten om de kwaliteit van de openbare dienst van de justitie te verbeteren, onder meer door een grotere rechtszekerheid.

De bereidheid van magistraten om hun kennis voortdurend op peil te houden en de wil om zich te vervolmaken in de materies die ze beoefenen, zullen in aanmerking genomen worden bij hun evaluatie, hierbij weliswaar rekening houdend met de effectieve mogelijkheden waarover ze in hun dagelijkse werksituatie beschikken om aan opleidingen deel te nemen.

#### **De beroepsopleiding van de magistraten is geen academisch onderwijs**

Een aanzienlijke meerderheid van de magistraten vraagt een praktijkgerichte beroepsopleiding.

Naast colloquia, seminaries en studiedagen die traditioneel georganiseerd worden door de universiteiten, is het van belang om tegemoet te komen aan de specifieke behoeften van de magistraten aangaande hun opleiding door een beroep te doen op lesgevers die gekozen worden onder practici en door middel van pedagogische formules die gericht zijn op kritische bezinning en concrete uitwerking (workshops, uitwisseling van beroepservaringen, enz.).

La mise en place d'une structure autonome permettrait d'organiser professionnellement la formation des magistrats.

Ses tâches seront d'assurer :

- l'organisation des divers modes de formation, en collaboration avec les universités, les barreaux, les autres écoles et centres de formation judiciaire au niveau européen;
- la diffusion des informations relatives aux formations existantes;
- la corrélation entre la demande et l'offre de formation.

#### MISE EN ŒUVRE PRATIQUE

Au regard des expériences acquises depuis 1996, le Conseil supérieur de la Justice formule les recommandations suivantes en vue de l'amélioration de l'organisation pratique des séances par le service de formation du Ministère de la Justice.

#### La désignation de magistrats pour l'exécution des programmes de formation

Dans le cadre de la préparation du présent programme et de celui du stage judiciaire, il s'est révélé, à plusieurs reprises, que le suivi permanent du contenu des formations des magistrats laissait à désirer.

Dans un certain nombre de cas, des redondances patentes et des répétitions dans les formations se sont manifestées, qu'il conviendra d'éviter à l'avenir. Une préparation poussée des conférenciers par des magistrats chargés des programmes de formations serait une réelle contribution à cette fin. A cet égard, il faudra encourager la présentation en équipe des formations dispensées, ce qui dynamise la session de formation et encourage l'approche critique. Il sera utile également d'insister auprès des chefs de corps pour qu'ils donnent aux formateurs concernés la possibilité de disposer d'un temps raisonnable pour préparer leurs interventions. Ce dernier point est à mettre en relation avec le souhait même plus haut d'assurer un droit effectif à la formation.

Une approche pragmatique doit être privilégiée. D'un point de vue pédagogique, trop de formations sont encore organisées sur le modèle académique (exposé, questions-réponses). Il faudra inciter les formateurs à axer leurs interventions sur les implications actuelles et concrètes de la matière et à illustrer leurs propos d'exemples pratiques et d'exercices collectifs ou individuels.

L'évaluation, tant des formateurs que du contenu des formations, peut également être améliorée (avis individuels des participants, rapports collectifs). D'autre part, il apparaît indispensable de procéder à une évaluation globale de l'ensemble des formations offertes aux magistrats, évaluation inexistante actuellement.

La désignation de magistrats par arrêté royal, comme prévu à l'article 259bis-9 § 2 du Code judiciaire contribuera de manière substantielle à la correction des défauts relevés dans le système actuel et conduira à une amélioration et une évaluation permanente de la qualité des formations.

Le Conseil supérieur de la Justice insiste pour que deux magistrats soient chargés de cette mission.

#### La participation aux programmes et l'enregistrement des participants

Une bonne gestion du temps consacré à la formation exige que les programmes soient diffusés au moins six mois avant la période concernée.

Il faut d'autre part encourager la participation effective aux séances, ce qui implique :

- la préparation par les participants en transmettant préalablement les questions ou aspects particuliers du sujet de la session qu'ils souhaitent voir aborder par les formateurs;
- l'enregistrement des participants afin de tirer, en connaissance de cause, des conclusions quant à l'intérêt de certaines formations, ceci à l'aide d'un logiciel informatique dont l'acquisition doit être envisagée par le service de formation. Cette manière de procéder permettra, en effet, de former adéquatement les magistrats en fonction des connaissances, compétences et attitudes qu'ils doivent posséder. La formation en techniques de management est un exemple réussi d'un tel enregistrement, à élargir à toute autre formation;

— le suivi en juridiction, afin de permettre aux collègues du magistrat inscrit à une formation de bénéficier au maximum des programmes proposés.

Les programmes doivent être accessibles, non seulement aux magistrats effectifs, mais aussi aux stagiaires judiciaires, magistrats suppléants, référendaires et juristes de parquet, tout en veillant à la détermination précise du « public-cible » pour chaque module, par exemple pour l'échange d'expériences professionnelles qui devrait être réservé aux magistrats professionnels.

De oprichting van een onafhankelijke structuur zou een professionele organisatie van de opleiding van de magistraten mogelijk moeten maken.

Deze structuur moet volgende taken vervullen :

- de organisatie van diverse vormen van opleidingen, in samenwerking met de universiteiten, de balies en, op Europees vlak, de andere scholen en gerechtelijke opleidingscentra;
- de verspreiding van informatie betreffende de verschillende bestaande opleidingen;
- het afstemmen van het aanbod van opleidingen op de vraag hiernaar.

#### PRAKTISCHE UITVOERING

Rekening houdend met de ervaringen die opgedaan werden sinds 1996, wenst de Hoge Raad voor de Justitie de volgende aanbevelingen te formuleren om de praktische organisatie van de sessies door de opleidingsdienst van het Ministerie van Justitie te verbeteren.

#### De aanwijzing van magistraten voor de uitvoering van de opleidingsprogramma's

Bij de voorbereiding van dit programma alsook van het programma van de gerechtelijke stage is meermaals gebleken dat de voortdurende inhoudelijke opvolging van de opleidingen voor de magistraten te wensen overlaat.

In een aantal gevallen zijn er duidelijke overlappingsen en herhalingen tussen opleidingen gebleken die in de toekomst vermeden moeten worden. Een doorgedreven voorbereiding van de lesgevers door magistraten verantwoordelijk voor de opleidingsprogramma's zal hiertoe bijdragen. In dit kader moet het geven van opleidingen door een ploeg van lesgevers aangemoedigd worden, aangezien deze aanpak de nodige dynamiek en kritische benadering met zich meebrengt. Het zou eveneens nuttig zijn er bij de korpschefs op aan te dringen dat ze aan de lesgevers voldoende voorbereidingstijd voor hun lessen zouden geven. Dit laatste punt hangt nauw samen met de hiervoor reeds geuite wens een effectief opleidingsrecht toe te kennen.

Een pragmatische aanpak moet gestimuleerd worden. Vanuit pedagogisch oogpunt worden te veel opleidingen nog georganiseerd volgens een academisch model met een uiteenzetting gevolgd door een vraag- en antwoordsessie. De lesgevers moeten ertoe aangezet worden om hun uiteenzettingen toe te spitsen op actuele en concrete implicaties van de materie die ze behandelen en deze te illustreren met praktische voorbeelden en individuele of groepsoefeningen.

Ook de evaluatie, zowel van de lesgevers als van de inhoud van de lessen, kan verbeterd worden (individuele mening van de deelnemers, groepsverslagen). Daarnaast moet een globale evaluatie van alle opleidingen in hun geheel - welke nu onbestaande is - plaats vinden.

De aanwijzing van twee magistraten bij koninklijk besluit zoals voorzien door artikel 259bis-9, § 2, van het Gerechtelijk Wetboek zal in belangrijke mate bijdragen tot het wegwerken van deze euvels en leiden tot een voortdurende verbetering en evaluatie van de opleidingen.

De Hoge Raad voor de Justitie dringt erop aan dat twee magistraten met deze opdracht belast zouden worden.

#### De deelneming aan de programma's en registratie van de deelnemers

Een goed gebruik van de tijd die besteed wordt aan opleiding vereist dat de programma's ten minste zes maanden vooraf worden medege-deeld.

De effectieve deelneming aan de sessies moet aangemoedigd worden, hetgeen impliceert :

- de voorbereiding door de deelnemers die vooraf moeten meedelen welke vragen of bijzondere problemen met betrekking tot het onderwerp door de lesgevers behandeld zouden moeten worden;
- de registratie van de deelnemers opdat met kennis van zaken conclusies getrokken zouden kunnen worden betreffende de belangstelling voor bepaalde opleidingen, en dit door middel van een aangepast informaticaprogramma dat de opleidingsdienst zou moeten aankopen. Enkel op deze wijze kunnen magistraten gericht opgeleid worden in functie van de kennis, vaardigheden en attitudes die zij moeten bezitten. Een succesvol voorbeeld van een dergelijke registratie die uitgebreid moet worden tot alle opleidingen, is de opleiding inzake managementtechnieken;

— de opvolging in de rechtsmacht, ten einde de programma's maximaal te laten renderen voor de collega's van de magistraten die is ingeschreven voor een opleiding.

Alle programma's moeten toegankelijk zijn, niet enkel voor effectieve magistraten, maar ook voor gerechtelijke stagiaires, plaatsvervangende magistraten, referendarissen en parketjuristen. Hierbij moet evenwel de precieze afbakening van de doelgroep gerespecteerd worden, bij voorbeeld voor de uitwisseling van beroepservaringen die voorbehouden zou moeten worden voor de beroepsmagistraten.

Quant aux magistrats suppléants, il semble nécessaire de lancer une campagne d'information en collaboration avec les chefs de corps.

Par ailleurs, s'agissant des formations à caractère interdisciplinaire, qui font appel à des professionnels d'autres disciplines que le droit, les membres de ces professions devraient également pouvoir suivre ces formations.

### Collaborations et méthodes pédagogiques

Si la participation de magistrats comme formateurs est essentielle, il reste indispensable de veiller également à une collaboration avec toute autre personne disposant des compétences requises et notamment avec :

d'autres institutions belges spécialisées telles que – cette énumération n'étant pas limitative – les universités, la Commission Université-Palais (C.U.P.) de Liège, Charleroi, Namur, Bruxelles, le Centre de perfectionnement en droit à Anvers ou la Formation permanente universitaire à Bruxelles...

les centres étrangers de formation des magistrats, tels que – cette énumération n'étant pas limitative – le « Stichting Studiecentrum Rechtspleging » (S.S.R.) des Pays-Bas, l'École nationale de la Magistrature (E.N.M.) en France, l'Académie de droit européen (E.R.A.) de Trèves (Allemagne) ...

Sur le plan des méthodes pédagogiques, une préférence devra être donnée à des formules favorisant la mise en situation, le pragmatisme, l'application concrète de la norme et, surtout, une participation active des participants (ateliers, échanges d'expériences professionnelles).

### Décentralisation

Afin d'éviter aux magistrats de longs ou multiples déplacements, certaines formations devront être organisées de façon décentralisée. Cela aurait en outre pour avantage de rendre plus aisée l'intégration de la formation dans l'activité judiciaire quotidienne et de la rendre accessible à un plus grand nombre de magistrats.

D'autre part, l'échange d'expériences professionnelles entre magistrats d'arrondissements différents mérite d'être favorisé.

Il convient donc de trouver un point d'équilibre entre ces préoccupations, toutes légitimes.

L'on peut concevoir une décentralisation en plusieurs degrés. Certaines formations, comme celles traitant de la pratique des nouvelles technologies (informatique) devraient dans l'idéal être données sur place. D'autres formations devraient être regroupées au niveau du ressort ou d'une région, par exemple des échanges d'expériences professionnelles entre magistrats traitant de la même matière à deux niveaux de juridictions.

Pour les cycles de formation qui ne doivent pas être décentralisés, il convient de privilégier des lieux aisément accessibles et l'usage des transports en commun, spécialement le train.

### Documentation

Dans l'idéal, la documentation écrite (comprenant une table des matières et copie des documents illustrant les travaux) devrait être communiquée dès l'inscription à une session de formation, afin de permettre aux participants de préparer la session et de transmettre d'éventuelles questions ou suggestions aux formateurs. A tout le moins, les participants devraient recevoir la documentation au plus tard le jour de la formation. L'attention des formateurs et des coordinateurs doit être attirée sur cette contrainte, qui est indispensable pour que les séances de formation soient suivies avec fruit.

Une gestion rigoureuse des délais à cet égard devrait être exigée des divers coordinateurs des formations.

Un exemplaire de chaque syllabus ou dossier de documentation doit être envoyé à l'ensemble des cours et tribunaux et versé à la bibliothèque de façon à être accessible à tous les magistrats.

Enfin, la publication annuelle d'un recueil des textes de documentation, regroupés par sujet, devrait être assurée.

## PROGRAMMES

### I. FORMATION LIEES A LA FONCTION

#### A. Formations à la prise de fonction :

Ces formations sont destinées aux magistrats qui n'ont pas encore exercé ou commencent à exercer la fonction à laquelle ils vont être nommés ou à laquelle ils viennent d'être nommés :

— juges d'instruction

coordinateurs : Martin Minnaert et Patrick Mandoux

— juges des saisies

coordinateur : Dominique Cooreman

— magistrats de la jeunesse

coordinateurs : Brigitte Hänsch et Luce Kinet

Ten aanzien van de plaatsvervangende magistraten zou samen met de korpschefs een informatiecampagne opgezet moeten worden.

Verder zouden opleidingen met een interdisciplinair karakter, waar bij specialisten betrokken zijn van andere disciplines dan het recht, ook toegankelijk moeten zijn voor de leden van deze beroepsgroepen.

### Samenwerking en pedagogische methodes

De deelneming van magistraten als lesgevers is essentieel. Niettemin is het absoluut noodzakelijk te waken voor een samenwerking met elke andere persoon die over de vereiste bekwaamheden beschikt alsook, onder meer, met :

— andere gespecialiseerde Belgische instellingen zoals – deze opsomming is niet exhaustief – de universiteiten, de « Commission Université-Palais » te Luik, Charleroi, Namen, Brussel, het Centrum voor Beroepsvervolmaking in de Rechten te Antwerpen of de Universitaire Permanente Vorming te Brussel...

— de buitenlandse opleidingscentra voor magistraten zoals – deze opsomming is niet exhaustief – de Stichting Studiecentrum Rechtspleging (SSR) in Nederland, de « Ecole nationale de la Magistrature » (ENM) in Frankrijk, de « Académie de droit européen » (ERA) te Trier (Duitsland) ...

Wat de pedagogische methodes betreft, moet de voorkeur gegeven worden aan formules die de reële situatie nabootsen, die aanzetten tot een pragmatische aanpak en tot een concrete toepassing van de rechtsregel alsook, bovenal, tot een actieve deelname van de deelnemers (via workshops en uitwisseling van beroepservaringen).

### Decentralisatie

Ten einde veelvuldige of lange verplaatsingen te voorkomen moeten bepaalde opleidingen gedecentraliseerd verstrekt worden. Dit zal bevorderen de integratie van de opleidingen in de dagelijkse gerechtelijke activiteiten bevorderen en opleidingen voor een groter aantal magistraten toegankelijk maken.

Anderzijds moet de uitwisseling van beroepservaringen tussen magistraten van verschillende arrondissementen gestimuleerd worden.

Het is dus aangewezen een evenwicht te vinden tussen beide terechte bekommernissen.

Decentralisatie kan op verscheidene niveaus opgevat worden. Sommige opleidingen, zoals bij voorbeeld deze welke betrekking hebben op de toepassing van nieuwe technologieën (informatica), kunnen best ter plaatse gegeven worden. Andere opleidingen kunnen gegroepeerd worden per rechtsgebied of gewest, zoals bij voorbeeld de uitwisseling van beroepservaringen tussen magistraten die dezelfde materie behandelen in rechtsmachten van een verschillend niveau.

Voor vormingscycli die niet gedecentraliseerd worden, volstaat het de bereikbaarheid van deze opleidingen met het openbaar vervoer, in het bijzonder met de trein, te vergemakkelijken.

### Documentatie

Idealiter zou de schriftelijke documentatie (met inbegrip van een inhoudstafel en documenten die de oefeningen illustreren) van bij de inschrijving voor een opleiding meegedeeld moeten worden, opdat de deelnemers de sessie zouden kunnen voorbereiden en eventuele vragen of suggesties overmaken aan de lesgevers. In elk geval zouden de deelnemers de documentatie ten laatste op de dag van de opleiding moeten ontvangen. De aandacht van de lesgevers en de coördinatoren moet hierop gevestigd worden zodat de opleidingsessies met succes gevolgd kunnen worden.

Aan de coördinatoren zou gevraagd moeten worden van zeer nabij toe te zien op het respecteren van deze termijnen.

Alle hoven en rechtbanken moeten een exemplaar van elke syllabus of documentatiemap ontvangen en die in hun bibliotheek rangschikken, zodat de documentatie beschikbaar is voor alle magistraten.

Bovendien moet jaarlijks een overzicht van alle beschikbare documentatie gepubliceerd worden.

## PROGRAMMA'S

### I. FUNCTIEGEBONDEN OPLEIDINGEN

#### A. Opleidingen bij het opnemen van een functie :

Deze opleidingen zijn bestemd voor magistraten die nog niet of sinds kort een nieuw ambt hebben opgenomen waartoe zij benoemd zullen worden of werden :

— onderzoeksrechters

coördinatoren : Martin Minnaert en Patrick Mandoux

— beslagrechters

coördinator : Dominique Cooreman

— jeugdmagistraten

coördinatoren : Brigitte Hänsch en Luce Kinet

- magistrats de parquet et de l'auditorat du travail  
coördinateur : Ivo Carmen

Dans cette formation pourront notamment être traités : le ministère public et la gestion d'informations, la concertation sur les enquêtes, le rapport entre le ministère public et le juge d'instruction dans le cadre de l'information et de l'instruction.

- magistrats siégeant en degré d'appel  
coördinateur : Guy Delvoie
- juges et juges suppléants du premier degré (première instance, travail, commerce)  
coördinateurs : Stefaan Raes (N) et encore à désigner (F)
- juges de paix et de police  
coördinateur : Frans Lievens
- membres des chambres des mises en accusation et des parquets généraux (loi Franchimont)  
coördinateur : Herman Craeybeckx.

Dans l'idéal, ces formations doivent être dispensées avant l'entrée effective en fonction.

A l'instar de la formation pour juges d'instruction qui doit obligatoirement être suivie avant l'exercice de cette fonction, il faudra imposer une formation préalable aux juges des saisies et magistrats de la jeunesse avant la prise effective de leur nouvelle fonction.

### B. Echange d'expériences professionnelles

Ces échanges doivent permettre à des magistrats exerçant la même fonction ou traitant les mêmes matières depuis un an au moins de confronter leurs expériences, de recenser les difficultés rencontrées, de rechercher les éléments de solution avec des magistrats avertis et des spécialistes de la matière.

- Pour l'année 2001, il est suggéré d'organiser ces rencontres entre :
  - juges d'instruction :  
coördinateur : Bernard Puissant;
  - magistrats des juridictions du travail (tant du siège que de l'auditorat)  
coördinateur : Jacques Petit;
  - magistrats du siège et du parquet compétents dans les affaires de famille :  
coördinateur : Patrick Senaevé;
  - la responsabilité pénale des personnes morales :  
coördinateur : Jan Van den Berghe;
  - magistrats de confiance :  
coördinateur : Edith Van den Broeck;
  - magistrats du parquet et du siège compétents dans les affaires de criminalité organisée :  
coördinateur : Benoît Dejemepe.

## II. ACCOMPAGNEMENTS DES REFORMES LEGISLATIVES

Il s'agit de présenter et d'analyser, à l'aide de cas concrets, des modifications législatives importantes.

Dans ce domaine, il est nécessaire de prendre des contacts avec les universités et certains organismes reconnus, tels que la Commission Université-Palais (C.U.P.) de Liège, Charleroi, Namur, Bruxelles, le Centre de perfectionnement en droit à Anvers ou la Formation permanente universitaire à Bruxelles (cette énumération n'étant pas limitative) afin d'assurer au mieux la coordination avec les initiatives envisagées ou prises par ceux-ci et afin d'éviter des redondances ...

- Dès à présent, l'on suggère une formation relative :
    - à la loi « Octopus » du 7 décembre 1998 : réforme des services de police  
coördinateur : Rik Vandeputte
    - à la législation en matière de nationalité  
coördinateur : Colette Debroux.
- ### III. FORMATIONS THEMATIQUES
- #### A. Société et questions contemporaines
- Violences et délinquances sexuelles (sous un angle descriptif)  
coördinateur : Pierre Rans
  - L'Islam et le monde arabe en Europe  
coördinateur : Johan Leman

L'importance quantitative des populations de confession islamique en Belgique et ses conséquences multiples dans la vie sociale et juridique, rendent nécessaires une meilleure connaissance de la doctrine et du rôle géopolitique de l'Islam. Il est important de fournir des éléments d'information à la fois historiques et contemporains sur le monde musulman, tant comme religion que comme système politique et social.

- magistraten van het parket en van het arbeidsauditoraat  
coördinator : Ivo Carmen

Hierin kunnen onder meer behandeld worden : het openbaar ministerie en het informatiebeheer, het recherche-overleg, de verhouding tussen het openbaar ministerie en de onderzoeksrechter in het kader van het opsporingsonderzoek en het gerechtelijk onderzoek.

- magistraten zetelend in hoger beroep  
coördinator : Guy Delvoie
- rechters en plaatsvervangende rechters van eerste aanleg (eerste aanleg, arbeid, koophandel)  
coördinatoren : Stefaan Raes (N) en nog aan te wijzen (F)
- vrede- en politierechters  
coördinator : Frans Lievens
- leden van de kamers van inbeschuldigingstelling en van de parketten-generaal (wet Franchimont)  
coördinator : Herman Craeybeckx.

Idealiter moeten deze opleidingen zoveel als mogelijk verstrekt worden vóór het opnemen van de nieuwe functie.

Naar het voorbeeld van de opleiding voor onderzoeksrechters die verplicht gevolgd moet worden alvorens deze functie te kunnen uitoefenen, zou er ook voor beslagrechters en jeugdmagistraten een voorafgaande opleiding opgelegd dienen te worden alvorens ze deze nieuwe functie effectief kunnen uitoefenen.

### B. Uitwisseling van beroepservaringen

Deze opleidingen moeten magistraten die sinds ten minste één jaar hetzelfde ambt uitoefenen of dezelfde materies behandelen, toelaten hun ervaringen uit te wisselen, de moeilijkheden die ze ondervonden hebben in kaart te brengen, en elementen van oplossing aan te reiken in discussies met ervaren magistraten en met specialisten van de materie.

- Voor 2001 wordt voorgesteld dergelijke ontmoetingen te organiseren tussen :
  - onderzoeksrechters :  
coördinator : Bernard Puissant;
  - magistraten van de arbeidsgerechten (zowel van de zetel als van het auditoraat)  
coördinator : Jacques Petit;
  - magistraten van de zetel en van het parket bevoegd in familie-zaken :  
coördinator : Patrick Senaevé;
  - de strafrechtelijke aansprakelijkheid van rechtspersonen :  
coördinator : Jan Van den Berghe;
  - vertrouwensmagistraten :  
coördinator : Edith Van den Broeck;
  - magistraten van het parket en van de zetel die bevoegd zijn in zaken van georganiseerde misdaad :  
coördinator : Benoît Dejemepe.

## II. BEGELEIDING VAN WETSHERZIENINGEN

Het is de bedoeling om aan de hand van concrete casussen, belangrijke wetswijzigingen toe te lichten en te analyseren.

Op dit vlak is het noodzakelijk contact op te nemen met de universiteiten en bepaalde erkende instellingen zoals de « Commission Université-Palais » te Luik, het Centrum voor Beroepsvervolmaking in de Rechten te Antwerpen of de Universitaire Permanente Vorming te Brussel om zoveel mogelijk de eigen opleidingen te coördineren met de initiatieven die deze instellingen (zullen) nemen en te vermijden dat dubbel gebruik zou ontstaan met het aanbod van de rechtsfaculteiten.

- De volgende opleidingen worden voorgesteld :
    - de « Octopus »-wet van 7 december 1998 : de hervorming van de politiediensten  
coördinator : Rik Vandeputte;
    - de wetgeving betreffende de nationaliteit  
coördinator : Colette Debroux.
- ### III. THEMATISCHE OPLEIDINGEN
- #### A. Samenleving en hedendaagse problemen
- Geweld en seksuele delinquentie (vanuit een beschouwende invalshoek)  
coördinator : Pierre Rans
  - De Islam en de Arabische wereld in Europa  
coördinator : Johan Leman

De numerieke omvang van het deel van de bevolking dat de islam belijdt in België en de diverse gevolgen daarvan in het maatschappelijk en juridisch leven vereisen een betere kennis van de doctrine en de geopolitieke rol van de Islam. Het is van belang historische en hedendaagse informatiegegevens over de moslimwereld, als religie en als politiek en sociaal systeem, aan te reiken.

— Les étrangers en Belgique

coordonateur : Johan Leman

Approche technique et culturelle des spécificités liées à l'intégration à la fin du 20<sup>ème</sup> siècle par rapport aux mouvements qui en ont marqué les débuts.

Place des politiques nationales face à la construction européenne.

Il y aura lieu de traiter également de la problématique du racisme et de la xénophobie.

— Exclusion et violences

coordonateur : Paul Ponsaers

L'exclusion et le sentiment d'exclusion se sont accrus au point de devenir un phénomène majeur de notre société.

La situation d'exclusion, surtout dans certains quartiers et auprès des jeunes, entraînent des phénomènes de violence. Les juges reçoivent de plein fouet le contrecoup de cette situation.

L'objectif de la formation sera d'étudier :

— les violences dans leurs rapports avec l'exclusion sous leurs formes visibles (délinquance, petits désordres sociaux) et cachées (violences dans les familles, autodestruction par la drogue, l'alcool ou le suicide)

— le rôle du juge confronté à ces phénomènes dans ses fonctions de répression, de régulation et de prévention.

— Egalité de chances entre hommes et femmes

coordonateur : Jean Jacqmain.

### B. Droit pénal et criminologie

— Traite des êtres humains

coordonateur : Eric Van der Sijpt, en collaboration avec le procureur général près la cour d'appel de Liège.

— Criminalité informatique

coordonateur : Danielle Cailloux

Approche pragmatique des transgressions commises à l'aide de l'ordinateur, problématique d'internet.

— L'évolution du ministère public dans le système constitutionnel et légal

coordonateur : Cédric Visart de Bocarmé

Examen de l'évolution du parquet, en particulier à la lumière de la mise en œuvre de la loi du 22 décembre 1998 (intégration verticale et horizontale, parquet fédéral) et de son rôle dans la gestion des affaires judiciaires (médiation pénale, travaux d'intérêt général, contrôle des mesures alternatives, etc.).

— La législation en matière d'armes

coordonateur : Christian de Veth

Examen de la législation renouvelée dans ce domaine, avec notamment des experts en balistique.

— Les infractions en matière de mœurs, y compris la prostitution (sous un angle technico-juridique)

coordonateur : Lieve Pellens

Formation destinée à la spécialisation des magistrats, tant du siège que du parquet (qualification des infractions, techniques d'enquête, collaboration entre eux).

— Les stupéfiants

coordonateur : Marianne Lejeune

— Coopération internationale en matière pénale et policière

coordonateur : Alain Winants, dans le cadre de la concertation triangulaire entre le procureur général près la cour d'appel de Gand, le Directeur général de la Législation pénale du Ministère de la Justice et le procureur fédéral (actuellement encore le magistrat national).

— Preuve pénale et progrès scientifique

coordonateur : Anne Leriche

L'objectif de cette formation est de :

— compléter les connaissances en médecine légale et en police scientifique par rapport aux progrès les plus récents en ces domaines.

— permettre une meilleure appréhension des contraintes juridiques et financières du recours à l'outil scientifique et une réflexion sur ses aspects déontologiques.

Il est essentiel de rappeler préalablement les règles fondamentales qui gouvernent la preuve en droit pénal.

— La loi « Franchimont »

coordonateur : Herman Craeybeckx (tant pour les magistrats d'instance que pour les magistrats d'appel)

— De vreemdelingen in België

coördinator : Johan Leman

Technische en culturele benadering van de specifieke aspecten van integratie aan het einde van de 20<sup>ste</sup> eeuw in vergelijking met de stromingen die het begin ervan gemarkeerd hebben.

Plaats van de nationale politiek tegenover de Europese eenwording.

Ook de problematiek van racisme en xenofobie moet hierbij aan bod komen.

— Uitsluiting en geweld

coördinator : Paul Ponsaers

Uitsluiting en het gevoel uitgesloten te worden is dermate toegenomen dat het een zorgwekkend fenomeen in onze samenleving aan het worden is.

Een situatie van uitsluiting, vooral in bepaalde stadswijken en bij jongeren, brengt geweld met zich mee. Rechters voelen overduidelijk de weerslag van deze situatie.

De doelstelling van deze opleiding bestaat erin om :

— geweldplegingen te bestuderen in hun samenhang met uitsluiting zowel in zijn zichtbare (delinquentie, kleine maatschappelijke opstootjes) als verdoken vormen (geweldpleging in gezinnen, autodestructief gedrag door drugs, alcohol of zelfmoord)

— te onderzoeken welke de rol is van de rechter die, bij de uitoefening van zijn opdracht van beteugeling, regulering en preventie, geconfronteerd wordt met deze verschijnselen.

— Gelijke kansen voor mannen en vrouwen

coördinator : Jean Jacqmain.

### B. Strafrecht en criminologie

— Mensenhandel

coördinator : Eric Van der Sijpt, in samenwerking met de procureur-generaal bij het hof van beroep te Luik.

— Informatiecrimineliteit

coördinator : Danielle Cailloux

Pragmatische benadering van computerinbraken alsook de problematiek van Internet.

— De evolutie van het openbaar ministerie in het grondwettelijk en wettelijk kader

coördinator : Cédric Visart de Bocarmé

Onderzoek van de evolutie van het parket, in functie van de inwerkingtreding van de wet van 22 december 1998 (verticale en horizontale integratie, federaal parket) en van zijn rol bij het beheer van rechtszaken (strafbemiddeling, werken van algemeen belang, toezicht op alternatieve maatregelen, enz.).

— De wapenwetgeving

coördinator : Christian de Veth

Onderzoek van de nieuwe wetgeving op dit gebied, met de medewerking van, onder meer, ballistische deskundigen.

— Zedenmisdrijven, met inbegrip van prostitutie (vanuit een technisch-juridische invalshoek)

coördinator : Lieve Pellens

Opleiding gericht op specialisatie van magistraten op dit vlak en dit zowel van de zetel als van het parket (kwalificatie van de inbreuken, onderzoekstechnieken, samenwerking tussen beiden).

— Verdovende middelen

coördinator : Marianne Lejeune

— Internationale samenwerking in strafzaken en in politiezaken

coördinator : Alain Winants, in het kader van het driehoeksoverleg tussen de procureur-generaal bij het hof van beroep te Gent, de Directeur-generaal Strafwetgeving van het Ministerie van Justitie en de federale procureur (thans nog de nationaal magistraat).

— Bewijs in strafzaken en wetenschappelijke vooruitgang

coördinator : Anne Leriche

De doelstelling van deze opleiding bestaat erin om :

— de kennis van gerechtelijke geneeskunde en wetenschappelijke politie te vervolledigen in het licht van de meest recente ontwikkelingen op dit vlak.

— de juridische en financiële beperkingen beter te beheersen wanneer men wetenschappelijke hulp moet inroepen en zich te bezinnen over de deontologische aspecten ervan.

Het is van essentieel belang hierbij de fundamentele regels van het bewijsrecht in strafzaken in herinnering te brengen.

— De wet «Franchimont»

coördinator : Herman Craeybeckx (zowel voor de magistraten van eerste aanleg als voor de magistraten op het niveau van de hoven van beroep)

L'application de la loi « Franchimont » nécessite un suivi et une évaluation permanents. Une formation devrait être dispensée, d'une part, au niveau d'instance (magistrats de parquet et juges d'instruction) et, d'autre part, au niveau d'appel (membres des parquets généraux et des chambres des mises en accusation).

— La prison

coordinateurs : Freddy Pieters (N) et Georges Kellens (F)

La prison reste la première référence de la sanction, même si la peine d'emprisonnement ferme ne représente statistiquement qu'une faible partie des peines prononcées. Elle est au cœur de multiples contradictions dont l'articulation première se résume ainsi : punir, mais aussi amender.

Cette formation devrait permettre d'aborder la question de la production judiciaire répressive, de s'interroger sur les possibilités de maîtrise de l'inflation carcérale, sur le bon usage de la détention préventive, des peines de substitution et des différentes formes de sursis. Dans ce cadre, examiner également la problématique de l'exécution des peines.

— Mesures alternatives

coordinateur : Michel Rozie, en collaboration avec le Service d'Encadrement des Mesures Alternatives du Ministère de la Justice.

— Techniques particulières de recherche (cadre légal et application sur le terrain)

coordinateur : Michèle Coninx

— Frais de justice en matière pénale

coordinateur : Alain Lorent

— La preuve en matière pénale

coordinateur : Philip Traest.

C. Droit civil

— Consommation et surendettement

coordinateur : Pierre Dejemeppe

Les litiges relevant du droit de la consommation représentent une part importante du contentieux.

A ce titre seront examinés le crédit – mobilier et immobilier –, les clauses abusives, le cautionnement, les contrats réglementés, la vente à domicile et à distance, le surendettement et le règlement collectif des dettes (loi du 5 juillet 1998).

— Droit de la construction

coordinateur : Jean Gillardin

— Droit des assurances et de la responsabilité

coordinateur : Jean-Luc Fagnart

— Indemnisation du dommage

coordinateurs : Antoon Boyen (N) et encore à désigner (F)

— La preuve en matière civile

coordinateur : Jean Laenens.

D. Procédure

— Place de la victime dans le système pénal

coordinateur : Lucien Nouwynck

Cette formation à caractère procédural doit déboucher sur une réflexion critique relative à la signification politique et sociologique des droits nouveaux octroyés aux victimes.

— L'application de la loi dans le temps

coordinateur : Patricia Popelier

— Stratégie, méthodologie et tactique dans la conduite d'une enquête pénale importante

coordinateur : Alain Bloch

— Contentieux en matière d'assistance juridique

coordinateur : Georges Van Kerschaever et Marleen Schouteden.

E. Famille et mineurs

Compte tenu du nombre de formations organisées dans ce domaine au cours des années précédentes, il est proposé de traiter de cette matière dans le cadre de « l'échange d'expériences professionnelles » (voir supra).

De toepassing van de wet « Franchimont » vereist een permanente opvolging en evaluatie. Zowel op het niveau van eerste aanleg (parketmagistraten en onderzoekers) als op het niveau van beroep (leden van de parketten-generaal en van de kamers van inbeschuldigingstelling) moet een opleiding hierover georganiseerd worden.

— De gevangenis

coördinatoren : Freddy Pieters (N) en Georges Kellens (F)

De gevangenis blijft de eerste verwijzing naar een straf, zelfs indien vrijheidsberoving statistisch gezien slechts een kleine fractie van de uitgesproken straffen vertegenwoordigt. Rond de gevangenisstraf bestaan tal van tegenstellingen; de eerste is al die tussen wel straffen, maar ook verbeteren.

Deze opleiding zou moeten toelaten om het vraagstuk van de gerechtelijke repressieve output aan te snijden alsook om zich te bevragen over de mogelijkheden van beheersing van gevangenisinflatie, over het adequaat aanwenden van de voorlopige hechtenis, alternatieve straffen en verschillende vormen van opschorting. In dit kader moet ook de problematiek van de uitvoering van straffen belicht worden.

— Alternatieve maatregelen

coördinator : Michel Rozie, in samenwerking met de Steundienst Alternatieve Maatregelen van het Ministerie van Justitie.

Bijzondere opsporingstechnieken (wettelijk kader en toepassing in de praktijk)

coördinator : Michèle Coninx

— Gerechtskosten in strafzaken

coördinator : Alain Lorent

— Het bewijs in strafzaken

coördinator : Philip Traest.

C. Burgerlijk recht

— Consumptie en overmatige schuldenlast

coördinator : Pierre Dejemeppe

De betwistingen in verband met consumentenrecht vertegenwoordigen een aanzienlijk deel van de geschillen.

Onder deze noemer moeten ook de roerende en onroerende kredietverstrekking worden onderzocht, misleidende clausules, borgstelling, gereguleerde overeenkomsten, verkoop aan huis en op afstand, overmatige schuldenlast en collectieve schuldenregeling (wet van 5 juli 1998).

— Bouwrecht

coördinator : Jean Gillardin

— Verzekerings- en aansprakelijkheidsrecht

coördinator : Jean-Luc Fagnart

— Schadevergoeding

coördinatoren : Antoon Boyen (N) en nog aan te wijzen (F)

— Het bewijs in burgerlijke zaken

coördinator : Jean Laenens.

D. Rechtspleging

— Plaats van het slachtoffer in het strafrechtelijk bestel

coördinator : Lucien Nouwynck

Deze opleiding van proceduriële aard moet uitmonden in een kritische bezinning over de politieke en sociologische betekenis van de nieuwe rechten die aan slachtoffers toegekend werden.

— De temporele werking van de wet

coördinator : Patricia Popelier

— Strategie, methodiek en tactiek bij het voeren van een omvangrijk strafrechtelijk onderzoek

coördinator : Alain Bloch

— Geschillen inzake juridische bijstand

coördinatoren : Georges Van Kerschaever en Marleen Schouteden.

E. Gezin en minderjarigen

Rekening houdende met het aantal opleidingen die de afgelopen jaren in deze materie georganiseerd werden, wordt voorgesteld om deze materie te behandelen in het kader van de « uitwisseling van beroepservaringen » (zie hierboven).

F. Droit social

coordinateur : Jacques Petit

- La Charte de l'assuré social
- Questions de droit judiciaire
- Questions de droit du travail
- La problématique des étrangers sous l'angle du droit social

- Problèmes de droit international

G. Droit économique et commercial

- Comptabilité

coordinateur : Erik De Lembre

Ce programme comprend :

- une formation d'initiation, en ce compris la lecture des bilans et des comptes de résultats, la description et l'analyse des clignotants révélateurs des difficultés d'une entreprise

- une formation approfondie (ouverte à ceux qui ont suivi la formation d'initiation ou qui disposent d'une connaissance spécialisée acquise antérieurement).

- Droit pénal économique et financier

coordinateur : Jean Spreutels

- Concordat judiciaire et faillite

coordinateur : Ivan Verougstraete

- Formation de base en matière fiscale

coordinateur : Karel Van Herck

Cette formation pourra être organisée en collaboration avec le Ministère des Finances.

- Droits intellectuels

coordinateur : Ghislain Londers.

H. Droit européen et international

- Droit communautaire - formation de base et de perfectionnement

coordinateur : Koen Lenaerts

- Droits de l'homme

coordinateurs : Paul Lemmens et Françoise Tulkens

I. Formations interdisciplinaires

- Philosophie du droit

coordinateur : Lucien François

- Droit de l'environnement

coordinateurs : Luc Lavrysen (N) et Eric Staudt (F)

Examen de la législation dans ce domaine - Techniques d'enquête, collaboration avec les fonctionnaires régionaux, qualification des infractions.

- L'approche juridique-psychologique des processus de décision

coordinateur : Hans Crombag

— La méthodologie des analyses psychiatriques par rapport à la responsabilité

coordinateur : Paul Cosyns.

J. Visites de travail

L'on veut ici donner aux magistrats une image complète et concrète du rôle et du fonctionnement d'organismes et institutions, tels que la Commission bancaire et financière, la Cellule de traitement des informations financières, l'O.C.D.E.F.O., le BCR de la Gendarmerie, le SGAP, l'Administration de la Sécurité de l'Etat, l'INCC, un établissement pénitentiaire, un commissariat de police, etc.

Ces visites devront impérativement réunir un petit nombre de magistrats de façon à favoriser le contact avec les interlocuteurs et à permettre une discussion et une réflexion critique avec ceux-ci.

F. Sociaal recht

coördinator : Jacques Petit

- Het Handvest van de sociaal verzekerde
- Problemen van gerechtelijk recht
- Vraagstukken met betrekking tot het arbeidsrecht
- De problematiek van de vreemdelingen bekeken uit het oogpunt van het sociaal recht
- Problemen van internationaal recht

G. Economisch en handelsrecht

- Boekhouding

coördinator : Erik De Lembre

Deze opleiding omvat :

- een basisopleiding, met inbegrip van het lezen van de balans en de resultatenrekening, de beschrijving en analyse van de posten die de moeilijkheden van een onderneming aan het licht brengen

- een grondige opleiding (toegankelijk voor wie de basisopleiding gevolgd heeft of reeds over een gespecialiseerde voorkennis beschikt).

- Economisch en financieel strafrecht

coördinator : Jean Spreutels

- Gerechtelijk akkoord en faillissement

coördinator : Ivan Verougstraete

- Basisopleiding inzake fiscaal recht

coördinator : Karel Van Herck

Deze opleiding moet georganiseerd worden in samenwerking met het Ministerie van Financiën.

- Intellectuele rechten

coördinator : Ghislain Londers.

H. Europees en internationaal recht

- Gemeenschapsrecht - basisopleiding + grondige opleiding

coördinator : Koen Lenaerts

- Rechten van de mens

coördinatoren : Paul Lemmens en Françoise Tulkens

I. Interdisciplinaire opleidingen

- Rechtsfilosofie

coördinator : Lucien François

- Milieurecht

coördinatoren : Luc Lavrysen (N) en Eric Staudt (F)

Onderzoek van de wetgeving in dit domein, onderzoekstechnieken, samenwerking met ambtenaren van de gewesten, kwalificatie van de inbreuken.

- De rechtspsychologische benadering van beslissingsprocessen

coördinator : Hans Crombag

— De methodologie van psychiatrie met betrekking tot toerekeningsvatbaarheid

coördinator : Paul Cosyns.

J. Werkbezoeken

Hier is het de bedoeling om aan de magistraten een volledig en concreet beeld te geven van de rol en de werking van organen en instellingen zoals de Commissie voor het Bank- en Financieuzen, de Cel voor Financiële Informatieverwerking, de G.E.F.I.D., het C.B.O. van de Rijkswacht, de A.P.S.D., het Bestuur van de Staatsveiligheid, het N.I.C.C., een strafinrichting, een politiecommissariaat, enz.

Deze bezoeken moeten een beperkt aantal magistraten samenbrengen om het contact met hun gesprekspartners te optimaliseren en een gedachtewisseling en kritische bezinning met hen mogelijk te maken.



## IV. FORMATIONS METHODOLOGIQUES

— L'expression écrite et orale

coordonateurs : Edward Forrier (N) et Eric Battistoni (F)

La parole est le premier outil du magistrat. Comment mieux comprendre et se faire comprendre dans l'exercice des activités judiciaires ? Comment s'exprimer clairement, argumenter et convaincre à l'audience et dans la rédaction d'un jugement, d'un rapport, etc. ?

— L'informatique pratique

Formation de base, formation avancée, réseaux, Internet, etc.

Il est indiqué d'organiser ces formations de manière décentralisée en coordination avec les chefs de corps. A cet égard, il convient de songer en premier lieu à des institutions locales offrant des formations de qualité, telles que le FOREm par exemple.

— La déontologie des magistrats (nouvelle législation)

coordonateurs : Ghislain Londers et Xavier De Riemaeker

Analyser la déontologie et les enjeux professionnels d'aujourd'hui, autour de la question de savoir ce qu'attend le citoyen du magistrat.

Distinguer des notions fondamentales comme l'indépendance, l'unité, le principe hiérarchique, la collégialité, l'impartialité.

Aborder le droit positif et ses principes (les devoirs de la charge et la dignité de son caractère, la négligence professionnelle (art. 404 C.J.), les incompatibilités, les causes de récusation, les interdictions).

Aborder quelques enjeux déontologiques contemporains : les obligations de réserve et de discrétion, les qualités personnelles, le devoir de formation permanente, le secret professionnel, la nécessité d'information du public, la vie privée, etc.

Examiner à la lumière de la nouvelle loi le droit disciplinaire au sens strict (droit matériel et procédure).

— Techniques de management

Il est recommandé d'y associer un ou des magistrats ayant suivi une formation de manager et ayant la pratique du management.

coordinateur : Guy Delvoie.

— Connaissances linguistiques

Le Conseil supérieur invite instamment le Ministre de la Justice à prendre des initiatives pour encourager sans réserve la connaissance des langues, et ce dès le stage judiciaire.

L'exercice d'une fonction judiciaire en Belgique nécessite, en effet, d'abord l'apprentissage du néerlandais ou du français, selon le cas, pour permettre d'appréhender la doctrine et la jurisprudence publiées dans l'autre langue.

Elle concerne aussi l'apprentissage d'une autre langue au moins, indispensable à l'heure où de nombreux contentieux s'internationalisent et où, à l'échelle européenne, les incidences du droit communautaire s'accroissent chaque jour.

La connaissance des langues est un facteur de richesse et d'ouverture au monde extérieur. Elle favorise l'intégration dans la culture judiciaire européenne.

Vu pour être annexé à l'arrêté ministériel du 1 février 2001 portant ratification des programmes et directives pour la formation permanente des magistrats en 2001.

Le Ministre de la Justice,  
M. VERWILGHEN

[2001/09193]

**Ordre judiciaire**

Par arrêté royal du 26 janvier 2001, entrant en vigueur le 16 mars 2001, la démission, de ses fonctions de juge suppléant à la justice de paix du second canton d'Hasselt, est accordée à M. Corthouts, A.

Il est autorisé à porter le titre honorifique de ses fonctions.

Par arrêté royal du 20 février 2001, M. De Meyere, G., est autorisé à porter le titre honorifique de ses fonctions de juge consulaire au tribunal de commerce de Bruges.

## IV. METHODOLOGISCHE OPLEIDINGEN

— Schriftelijke en verbale expressie

coördinatoren : Edward Forrier (N) et Eric Battistoni (F)

Het woord is het eerste werkinstrument van de magistraat. Hoe kan men zowel beter begrijpen als beter begrepen worden in de uitoefening van zijn gerechtelijke functies ? Hoe zich duidelijk uitdrukken, argumenteren en overtuigen, zowel op de terechtzitting als in de opstelling van een vonnis, een verslag, enz. ?

— Informatica in de praktijk

Basisopleiding, opleiding voor gevorderden, netwerken, Internet, enz.

Deze opleidingen kunnen het best lokaal georganiseerd worden door de korpschefs. In eerste instantie kan hierbij gedacht worden aan lokale instellingen die degelijke opleidingen aanbieden zoals, bij voorbeeld, de V.D.A.B.

— Plichtenleer van magistraten (nieuwe wetgeving)

coördinatoren : Ghislain Londers en Xavier De Riemaeker

Analyse van de deontologie en de professionele inzet van vandaag, en dit rond de vraag wat de burger van een magistraat verwacht.

Onderscheiden van fundamentele begrippen zoals onafhankelijkheid, eenheid, het principe van de hiërarchie, collegialiteit, onpartijdigheid.

Behandeling van het positief recht en zijn beginselen (ambtsplichten en waardigheid van het ambt, plichtsverzuim (art. 404 Ger. W.), onverenigbaarheden, redenen tot wraking, verbodsbepalingen).

Behandeling van een aantal actuele deontologische waarden : de plicht tot terughoudendheid en discretie, de persoonlijke kwaliteiten, de plicht tot permanente vorming, het beroepsgeheim, de noodzaak om het publiek in te lichten, de persoonlijke levenssfeer, enz.

Onderzoek van het tuchtrecht in de strikte zin (materieel recht en procedure).

— Managementtechnieken

Het is aangewezen om hier één of meerdere magistraten bij te betrekken die reeds een managementopleiding gevolgd hebben en daarin praktijkervaring bezitten.

coördinator : Guy Delvoie

— Talenkennis

De Hoge Raad vraagt de Minister van Justitie met aandrang om initiatieven te nemen ten einde volledige taalkennis aan te moedigen, en dit vanaf het stadium van de gerechtelijke stage.

De uitoefening van een gerechtelijke functie in België vereist immers eerst en vooral het leren van, naargelang het geval, Frans of Nederlands opdat men de rechtsleer en rechtspraak die in de andere taal werd gepubliceerd, zou kunnen begrijpen.

Zij omvat ook de kennis van minstens één andere taal, hetgeen onmisbaar is op het ogenblik dat talrijke geschillen internationale dimensies aannemen en dat, op Europees vlak, de impact van het gemeenschapsrecht elke dag toeneemt.

Talenkennis is een element van rijkdom en van openheid naar de buitenwereld en bevordert tevens de integratie in een Europese rechtscultuur.

Gezien om te worden gevoegd bij het ministerieel besluit van 1 februari 2001 houdende de bekrachting van de programma's en richtlijnen voor de permanente vorming van magistraten voor 2001.

De Minister van Justitie,  
M. VERWILGHEN

[2001/09193]

**Rechterlijke Orde**

Bij koninklijk besluit van 26 januari 2001, dat in werking treedt op 16 maart 2001, is aan de heer Corthouts, A., ontslag verleend uit zijn ambt van plaatsvervangend rechter in het vreedegerecht van het tweede kanton Hasselt.

Het is hem vergund de titel van zijn ambt eershalve te voeren.

Bij koninklijk besluit van 20 februari 2001 is het de heer De Meyere, G., vergund de titel van zijn ambt van rechter in handelszaken in de rechtbank van koophandel te Brugge eershalve te voeren.